Les fabricants pris dans un nouveau cycle

L'année 2013 semble amorcer une rupture par le décrochage des prix et un ralentissement des investissements dans le monde. En France, la recomposition du paysage industriel se poursuit. L'année 2014 verra l'entrée en vigueur du cinquième programme d'actions de la directive nitrates.

DOSSIER RÉALISÉ PAR **RENAUD FOURREAUX**

« La demande mondiale en engrais d'ici à 2017 va augmenter de 1,8 % par an, soulignait Patrick Heffer, directeur du service agricole à l'Ifa, l'association internationale de l'industrie de la fertilisation, lors des 13es rencontres internationales de l'Afcome, l'Association française de commercialisation et de mélange d'engrais, qui ont eu lieu à Beaune (Côte-d'Or), les 24 et 25 octobre dernier. Cela représente des taux de croissance de consommation de fertilisants plus faibles que dans les décennies précédentes », notamment en azote (+ 1,5 % par an) et en phosphore (+ 1,9 % par an). Les utilisations de potasse restent solides en revanche (+ 3 % par an). « En particulier, on n'aura plus d'augmentation de la consommation d'engrais azotés en Chine, qui devient de plus en plus un marché mature. Il ne serait pas étonnant que ce soit le cas aussi en Inde à la fin de la décennie. » Et pourtant, les usines d'engrais ou les sites d'extraction continuent de se développer à travers le monde. L'augmentation des capacités de production entre 2012 et 2017 pourrait atteindre 20 % (30 % dans l'extraction des sels de potassium, 19 % dans les engrais azotés et 17 % dans les phosphates et l'acide phosphorique).

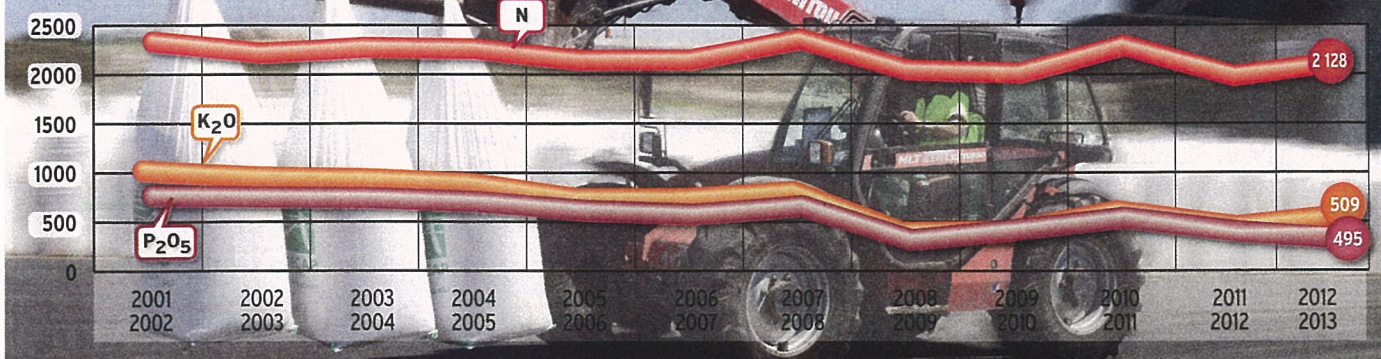
Des projets de construction en suspens

Entre 2010 et 2017, l'Ifa a recensé 225 nouvelles unités ou projets d'expansion supplémentaires ainsi que 20 sites d'extraction de roche, pour un potentiel total de 166 Mt de produits supplémentaires. « Sur la base des coûts actuels à consentir pour ouvrir de nouvelles mines ou sites de production, cela représenterait 150 millions de dollars à investir entre 2012 et 2017 », fait savoir l'Unifa. Pas sûr que les investisseurs, échaudés par la baisse des cours et la crainte de surcapacités à moyen terme, mettent la main à la poche. « La moitié des projets font l'objet d'ores et déjà de retards allant de trois mois à trois ans, nous révisons régulièrement à la baisse nos prévisions d'augmentations de capacités », observe Patrick Heffer. Seule l'Amérique du Nord, qui bénéficie d'un prix du gaz très compétitif lié à l'exploitation du gaz de schiste, pourrait sortir du lot. Le continent pourrait commencer d'ici une dizaine d'années à exporter massivement des engrais azotés américains produits à partir d'ammoniac bon marché, notamment vers l'Europe, prise en étau entre le gaz de schiste américain à l'ouest et le gaz naturel peu cher d'Afrique du Nord et de Russie (lire p. 48). Et encore, le flou persiste, car s'il est clair que les gaz de schistes vont bouleverser le secteur, on ne sait pas encore vraiment quand et de quelle manière. Delaney Ross, présidente de l'associa-

Seule l'Amérique du Nord, qui bénéficie d'un prix du gaz très compétitif lié à l'exploitation du gaz de schiste, pourrait sortir du lot.

Les livraisons d'engrais repartent à la hausse en 2012-2013 ...

Evolution des livraisons d'engrais à la distribution française en milliers de tonnes d'éléments nutritifs



... mais pas celles d'amendements minéraux basiques

Evolution des livraisons d'amendements minéraux basiques à la distribution française en milliers de tonnes de valeur neutralisante

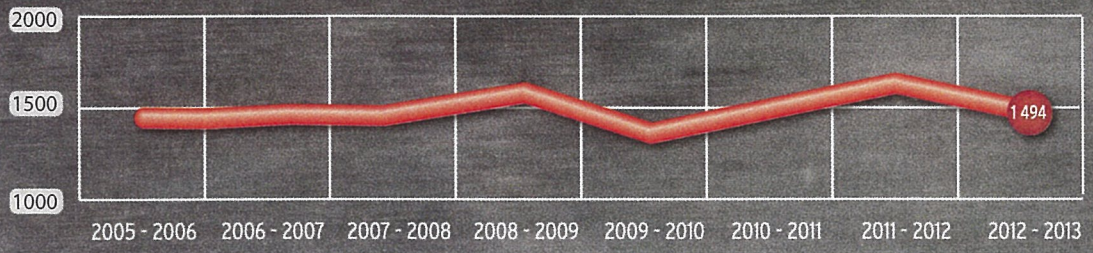


Photo : C. Thiriet
Source : Unifa

La TVA sur les engrais va passer de 7 à 20 %

Un amendement adopté le 10 octobre à l'Assemblée nationale augmente le taux de TVA sur les engrais et amendements de 7 à 20 %, hors produits utilisables en bio (10 %). Thierry Loyer, président de l'Unifa, est stupéfait : « Les engrais sont en train d'être considérés comme des produits de luxe, alors que leur usage est de première nécessité pour l'alimentation humaine. » Cette mesure est également jugée par l'Unifa inapplicable, car il n'y a

S. CHAMPION

pas de réglementation qui distingue les engrais utilisables en bio des autres. Si les agriculteurs se font rembourser la TVA sur leurs achats, elle pourrait néanmoins se montrer pénalisante pour leur trésorerie, d'autant que lorsqu'ils commandent leurs engrais pour la campagne suivante, la moisson n'est pas encore forcément payée. Cette taxe n'aurait ainsi vraisemblablement pas d'impact sur les ventes, elle pourrait en avoir en terme d'engagement des agriculteurs. « La tendance à la disparition de la morte-saison risque d'être amplifiée », en déduit Sylvain Mégrier, d'Offre & demande agricole.

tion des distributeurs canadiens, pense à une augmentation réaliste des capacités en Amérique du Nord de 3,5 Mt d'azote d'ici à 2018, alors que 8 Mt de projets ont été déclarés. Mais la chute des cours de l'azote et le ralentissement de son marché font hésiter certains investisseurs, même des leaders. Car, au niveau mondial, l'offre dépasse la demande depuis plusieurs années maintenant. Du coup, les stocks d'engrais azotés, notamment l'urée et la solution azotée se sont retrouvés abondants cette année, ce qui a tiré tous les engrais vers le bas.

Retournement de marché

« En France, entre février et fin septembre, l'urée départ port a perdu 130 €/t », signale Sylvain Mégrier, spécialiste du marché des engrais chez Offre & demande agricole. Après avoir résisté, l'ammonitrate a suivi mais pas suffisamment. « Il y a près de 20 centimes d'euros de différence à l'unité, c'est beaucoup, il va falloir réviser le prix à la baisse. » D'autant que la parité euro/dollar, avec un renforcement conséquent de l'euro, depuis cet été, est aujourd'hui nettement en faveur des importations. Concernant la potasse, la rupture des relations entre le producteur russe Uralkali et le biélorusse Belaruskali, qui représentaient à eux deux, un tiers de la production mondiale, a conduit le premier à fonctionner à ▶▶

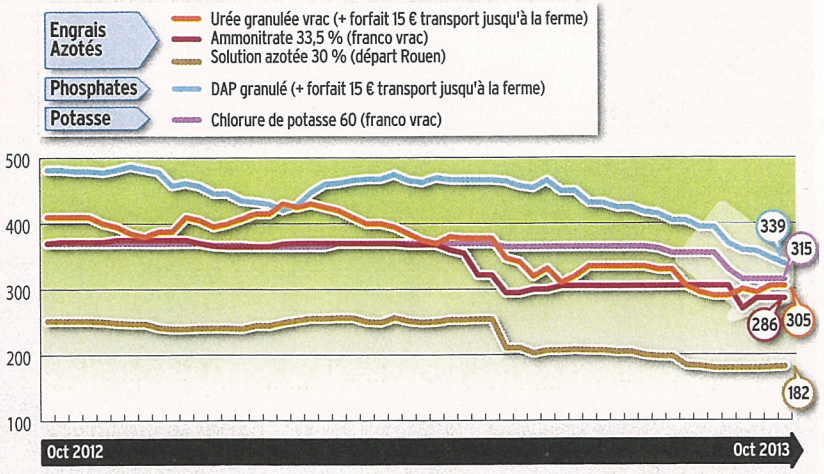
plein régime, ce qui a exacerbé la guerre des prix et fait chuter la potasse en Europe de 50 €/t. Le marché du phosphore a suivi cette tendance, d'autant qu'un accord de la sorte aux Etats-Unis (entre PhosChem et Mosaic) pourrait également devenir caduc.
Ces baisses de prix devraient doper les achats des agriculteurs français. Mais jusque-là, ces derniers ont plutôt été attentistes, observant des écarts entre les prix du marché et les prix des distributeurs, qui se sont largement couverts en mai-juin, lorsque la baisse était engagée mais pas terminée. La distribution craint aujourd'hui des stocks d'invendus. « Ce qui risque de se produire, c'est que les demandes vont se faire au même moment, estime Sylvain Mégrier, et les les plannings de production vont vite se charger, ce qui laissera moins de latitude à la négociation. Si cela se passe ainsi, les mélanges d'engrais pourraient très certainement se révéler compétitifs cette campagne. »

Des livraisons qui démarrent faiblement en 2013-2014

Pour l'instant, les livraisons d'engrais à la distribution sont plutôt molles, et contrastent quelque peu avec la campagne passée. L'azote, dans sa baisse lente et régulière, a en effet esquissé en 2012-2013 un léger regain, même si l'Unifa ne pense pas qu'il y ait eu plus d'azote épandu cette année, les statistiques reflétant plutôt l'état des stocks que les épandages. Selon son agronome, Philippe Eveillard, « le printemps a été froid et pluvieux et les agriculteurs n'ont pas forcé sur l'azote ». Arvalis craint d'ailleurs une remise en cause du fractionnement des apports d'azote et note également une légère tendance à abandonner le troisième apport. Ce qui n'a d'ailleurs pas été favorable aux taux de protéines, qui ont cette année atteint un point bas en blé tendre : 11,2 %. En revanche, la reprise des livraisons de phosphore a été significative (+ 14,5 % en un an). « On assiste à un regain des techniques de localisation d'engrais au semis », explique Philippe Eveillard, qui note une prise de conscience des agriculteurs vis-à-vis d'un élement essentiel pour l'installation des cultures. Les livraisons de potasse se reprennent aussi, mais de manière moins marquée. Les épandages d'amendements minéraux basiques ont eux été largement pénalisés par des conditions climatiques humides du printemps. ■

Une année de baisse des prix

Evolution des prix hebdomadaires en €/t entre octobre 2012 et octobre 2013 pour cinq catégories d'engrais



Source : Offre & demande agricole

LES POINTS DE VUE DE...

DAREN COPPOCK, directeur de l'Ara, association américaine des distributeurs agricoles

« Les Etats-Unis seront exportateurs nets d'ammoniac d'ici à dix ans »

Jusqu'en 2008, en raison d'un prix du gaz élevé, les coûts de production étaient très proches du cours de l'ammoniac à Tampa (Floride), ce qui n'offrait que de faibles marges aux industriels. Depuis 2009, avec l'arrivée des gaz de schiste, le prix du gaz est redescendu de 8 à 3 $/MBtu, alors que le cours de l'ammoniac est resté élevé. Les marges se sont accrues, ce qui a permis de relancer les projets d'investissement. En 2012, la production d'ammoniac a retrouvé le niveau de 2002. Il y a encore des projets annoncés en Amérique du Nord, même si, en 2017, on ne produira sans doute pas les 15 Mt annuelles d'azote suggérées par les prévisions optimistes, mais on sera au-dessus des 10,5 Mt de 2012. D'ici à 2020, 2025, les importations d'ammoniac auront diminué de 50 % et les Etats-Unis commenceront à devenir exportateur net. Ces tendances peuvent néanmoins être contrecarrées par des événements, comme une possible taxe sur ces gaz considérés comme polluants.

AUDRYUS PLYUSHKYAVICHYUS, responsable des ventes du groupe EuroChem

« Nous misons sur l'acquisition de gisements de gaz naturel »

Pour renforcer notre compétitivité face au développement du gaz de schiste américain, nous avons acquis le gisement sibérien de gaz naturel de Severneft-Urengoy, dont les réserves sont de 50 milliards de m³, que l'on va exploiter à 1,1 milliard de m³ par an. Cela représente 25 % de nos besoins mondiaux pour la production d'engrais azotés. Nous avons signé un accord avec Gazprom en 2012 pour le transport et l'acheminement de ce gaz naturel vers notre usine d'engrais azotés de Novomoskovskiy, où actuellement, le gaz est acheté 3,65 $/MBtu. Nous évaluons ce coût à l'avenir à 2,1 $/MBtu. A long terme, nous visons la couverture de 75 % de nos besoins pour la production d'engrais azotés grâce à d'autres projets que notre direction est en train de négocier. Si on a des opportunités à saisir, on les saisira. Une autre façon de prendre en compte les gaz de schiste : nous avons aussi un projet aux Etats-Unis, en Louisiane, de production d'urée et d'ammoniac.